

Mais voyons ce que prétend le gouvernement. Il va faire des économies, dit-il, j'y reviendrai plus tard. Il va accroître l'efficacité et l'efficience, j'y reviendrai plus tard.

J'ai dit aux ministériels que c'était une opération malmenée.

[Français]

Il s'agit d'une opération malmenée, et ce parce qu'aucune étude n'a été faite. Pouvez-vous vous imaginer que le gouvernement entreprenne un projet de loi de cette magnitude, sabre certains organismes, va en amalgamer d'autres, et ce sans qu'aucune étude n'ait été faite, aucune étude pour déterminer si oui ou non ils vont épargner de l'argent, si oui ou non ils vont accroître l'efficacité.

[Traduction]

J'ai demandé des preuves. Donnez-moi des preuves et je reverrai ma position. Je prétends que c'est une manoeuvre politique, rien de plus qu'une manoeuvre politique éhontée.

Par souci d'équité j'aimerais citer ce qu'ont dit les témoins du gouvernement, ces personnes qui représentent le gouvernement. D'après eux, côté économies, le projet de loi C-93 est bien modeste. Ils ont même souligné que dans un cas, les changements allaient entraîner des frais supplémentaires pour le gouvernement. Vous rendez-vous compte de ce que fait ce gouvernement?

Permettez-moi de citer l'un des témoins du gouvernement qui a dit qu'il n'existait pas d'évaluation sérieuse des économies qui seraient réalisées. Lorsque j'ai demandé en quoi l'efficacité serait accrue, on m'a répondu qu'il était possible qu'en fusionnant des organismes qui fonctionnaient bien ensemble, outre les frais qui seraient évités et dont on n'a aucune idée précise bien entendu, on trouverait une meilleure façon d'offrir les services. C'est comme ça que le gouvernement agit.

Je voulais m'assurer que les gens comprennent bien qu'il en va de même que nous parlions de la Société d'expansion du Cap-Breton, de la fusion, en fait de l'élimination du Conseil de recherches en sciences humaines, de sa fusion ou que sais-je encore, avec le Conseil des Arts du Canada, ou de n'importe quel autre aspect de ce projet de loi. Il ne s'agit pas de faire des économies. Il ne s'agit pas d'accroître l'efficacité. Il s'agit uniquement de politique.

Initiatives ministérielles

Pourquoi est-ce que je dis ça? J'ai cité un témoin. J'ai fait remarquer qu'il n'existait aucune étude sérieuse. On ne fera pas d'économie. On n'accroîtra pas l'efficacité. Si le gouvernement avait vraiment voulu faire des économies, il aurait ordonné à tous ces organismes de faire des économies, de devenir plus efficaces, en leur donnant des objectifs précis.

Est-ce comme ça que le gouvernement s'y est pris? Oh que non! Il y a des soldats très courageux parmi les ministériels, il faut le reconnaître. Ils ont envoyé leurs fonctionnaires se faire massacrer. C'était horrible. J'ai trouvé ça très dur. En fait, j'étais très en colère quand j'y suis allé mais j'ai dû me retenir car je me suis dit que ces pauvres gens avaient été envoyés là par les politiciens sans coeur du gouvernement et que les élus du gouvernement faisaient de leur mieux sans aucune protection. Il n'y a pas d'économies. Il n'y a pas d'amélioration de l'efficacité. Ce n'est qu'une manoeuvre politique. Le gouvernement essaye de se rapprocher de ses chers cousins les réformistes.

Et je parierais n'importe quoi que ça ne marchera pas. Trouvez-moi une personne raisonnable, à part les conservateurs élus qui sont forcés de faire ce que leur commande leur parti, qui dise que ce sont là de bonnes idées pour faire des économies et accroître l'efficacité et je reverrai ma position.

Le président suppléant (M. DeBlois): La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote!

• (1155)

Le président suppléant (M. DeBlois): Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. DeBlois): Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

Le président suppléant (M. DeBlois): Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. DeBlois): À mon avis, les oui l'emportent.

[Français]

Et plus de cinq député s'étant levés: